

frustration c'est ce gouvernement qui, par son courage et sa prévoyance, a accordé aux producteurs de blé canadiens le traitement équitable dont ils jouissent actuellement.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Il y a de nombreuses années, je lisais les louanges qu'on faisait des grandes qualités de vendeur de l'honorable Alvin Hamilton, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement conservateur. Je l'admire parce qu'il a vendu du blé et des céréales aux marchés mondiaux. Toutefois, monsieur l'Orateur, si les députés de l'opposition sont fiers de leur collègue, ils devraient être encore beaucoup plus fiers de l'honorable Otto Lang qui, l'année dernière, a vendu plus de blé qu'en toute autre année de l'histoire du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Je demande simplement à mes collègues de l'Ouest qu'ils mettent les agriculteurs de leur région au courant des efforts intenses que M. Otto Lang a déployés pour stimuler les ventes. A titre d'information, monsieur l'Orateur, j'ai trouvé ce matin sur mon bureau une lettre de la Sales and Marketing Executive Association de Regina m'informant qu'elle se proposait, au cours d'un dîner offert en l'honneur de M. Otto Lang, de décerner à celui-ci le titre de vendeur de l'année.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Monsieur l'Orateur, je ne parviens pas à comprendre pourquoi les oppositionnels n'applaudissent pas. Le ministre a vendu des produits de l'Ouest. Ces messieurs devraient en être flattés.

Je demande également aux mêmes députés de dire aux agriculteurs que c'est en premier lieu grâce aux efforts conjugués de M. Lang et du ministre de l'Agriculture (M. Olson) qu'ils ont bénéficié d'un système de double prix pour le blé. Ils devraient aussi les informer que c'est le ministre de l'Agriculture qui a pris l'initiative et obtenu que le gouvernement accorde une subvention de \$5 aux éleveurs de porcs.

A l'aube du nouvel an, le Parlement a adopté un projet de loi de commercialisation à l'échelle nationale, appelé bill C-176, qui, plus que toute autre mesure législative, me donne à croire que l'industrie agricole est en plein essor. Cette loi répondait, en principe, aux souhaits de toutes les associations agricoles importantes du pays. Elle permet pour la première fois à nos agriculteurs d'être maîtres chez eux. Le Conseil chargé de l'application de la loi comprendra toujours un nombre majoritaire de producteurs agricoles. Les agriculteurs pourront, à leur gré, créer des offices pour quelque produit que ce soit afin de garantir pour la première fois à la collectivité rurale un juste prix pour les denrées alimentaires qu'elle produit. Je répète que les agriculteurs canadiens réclamaient cette loi que le gouvernement leur a donnée près de deux ans plus tard, assortie des amendements que la collectivité agricole souhaitait.

Vous vous souvenez, monsieur l'Orateur, que nous avons siégé jusqu'au petit matin pour faire adopter cette loi. Je vois encore le premier ministre (M. Trudeau) qui a passé de longues heures avec nous à cette occasion, montrant ainsi l'intérêt qu'il porte envers les agriculteurs canadiens.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Whicher: Mais où donc étaient, monsieur l'Orateur, les chefs des autres partis?

Des voix: Quelle honte!

M. Whicher: Je n'en ai pas la moindre idée; je sais seulement qu'ils n'étaient pas présents pour veiller aux intérêts des agriculteurs du Canada.

M. l'Orateur: Il me faut interrompre le député car, en vertu du Règlement, son temps de parole est écoulé.

Des voix: Continuez.

M. l'Orateur: Il ne peut continuer qu'avec le consentement de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. Whicher: Monsieur l'Orateur, je dois avouer qu'aucun de mes amis agriculteurs ne m'a demandé, pendant le mois que je viens de passer chez moi, où était le chef du Nouveau parti démocratique ce soir-là. Ils s'en moquent éperdument. Par contre, certains de mes amis conservateurs m'ont demandé où était le chef de l'opposition (M. Stanfield) lorsque nous avions besoin de lui pour faire adopter ce projet de loi. J'ai répondu que je n'en savais rien, mais que je ne manquerais pas de lui poser la question dès que j'en aurais l'occasion. Je ne doute pas qu'au moment opportun, ces deux chefs nous diront où ils étaient.

L'an dernier, le Canada a traversé une période critique. Le FLQ faisait des ravages dans la belle ville de Montréal. Il est bon de juger une situation après coup, et il se peut fort bien, nous nous en apercevons maintenant, que le gouvernement ait, jusqu'à un certain point du moins, réagi un peu trop sévèrement à cette occasion. Mais un fait demeure: un ministre très compétent du gouvernement du Québec a été assassiné, et un haut fonctionnaire du gouvernement britannique a été kidnappé. Il ne faut pas oublier non plus, en toute honnêteté, que 98 p. 100 de la population canadienne appuyait les mesures qu'à prises le premier ministre en cette période critique.

• (1440)

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Le chef du parti créditiste (M. Caouette) appuyait lui aussi—et c'est tout à son honneur—le premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Mais qu'ont fait les chefs des deux autres partis? Ils ont discuté, monsieur l'Orateur, tout comme le groupe radical du Nouveau parti démocratique. A l'heure où le Canada était en danger, ils ont essayé de politiquer.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Ils étaient prêts à mettre en jeu la liberté du Canada sous prétexte que quelques personnes avaient été mises en prison pendant quelques jours. Monsieur l'Orateur, lors des deux dernières guerres mondiales, des milliers de Canadiens sont morts pour sauver la liberté du Canada, et nous ne permettrons pas que l'on risque cette liberté à des fins politiques. Monsieur l'Orateur, je vous le demande très sérieusement, si le Canada traversait un jour une période critique, qui préféreriez-vous avoir à la tête de notre pays: le chef de l'un ou l'autre des deux partis d'opposition, ou le chef du gouvernement actuel?